



"Parcoursup nous aide à avoir des étudiants motivés"



Challenges. Le nombre d'étudiants à l'université explose. Comment fait-elle face ?

Gilles Roussel. Nous avons connu ces dernières années une augmentation régulière dans nos filières, de l'ordre de 20 000 à 30 000 inscrits de plus par an. Mais les moyens alloués n'ont pas été à la hauteur. La France est d'ailleurs bien en deçà de ce qui se pratique en Europe, avec moins de 3 % du PIB investi dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Le gouvernement vient d'augmenter, dès 2019, les frais de scolarité des étudiants extracommunautaires, à 2 770 euros pour une licence et à 3 770 euros pour un master. Qu'en pensez-vous ?

Il ne faut pas restreindre les mesures annoncées à cette augmentation. En effet, il y a également des mesures d'accompagnement qui vont permettre aux universités de déployer leurs stratégies propres : choisir leurs partenaires internationaux privilégiés, mettre en place une politique autonome de bourses et d'exonération en fonction de critères qu'elles auront elles-mêmes définis.

En attendant, s'adaptent-elles à cette affluence ?

Nous sommes à nos capacités maximales. Il faut mieux affecter les bacheliers plutôt que d'ouvrir des amphithéâtres supplémentaires. Parcoursup, de ce point de vue, nous aide à avoir des étudiants motivés. Nous l'avons vu dès la rentrée, avec des publics accueillis différents.

Parcoursup a pourtant plutôt occasionné des commentaires sur ses ratés. Qu'entendez-vous par là ?

Mieux orienter les jeunes, y compris en leur répondant « oui, si », nous oblige à mener une transformation pédagogique. Cela passe par l'utilisation plus grande d'outils numériques, mais aussi par un énorme travail sur les compétences et l'évaluation des besoins. Notre objectif est de réussir la démocratisation de l'enseignement supérieur, avec des volumes très importants, tout en poussant la personnalisation des parcours et l'accompagnement de chaque étudiant.

De quelle manière ?

Nous devons multiplier les exercices sur des plateformes numériques, promouvoir la pédagogie en mode projet et changer nos méthodes d'enseignement pour que chacun puisse avancer à son rythme. La licence, ce n'est plus nécessairement trois ans, mais parfois quatre s'il est nécessaire de passer par une année de remise à niveau. Et quand cela est bien fait, je peux vous dire que les jeunes adhèrent. Ils constatent que ce n'est pas une voie de garage, mais peut-être la possibilité de réussir ce premier cycle universitaire. Et ils sont plusieurs milliers cette année à suivre ce chemin.

Quelle forme prend cette année de remise à niveau ?

L'une des difficultés de l'université, c'est d'accueillir des publics très hétérogènes. Cela permet de renforcer les bases, quelle que soit la filière choisie. Il peut s'agir d'ateliers d'écriture ou de culture générale, par exemple, pour des étudiants qui visent une licence de lettres.

Pour les bacheliers, Parcoursup serait plutôt un progrès ?

Les lycéens ont plus d'information en amont pour faire leur choix, connaître les exigences de telle ou telle filière. On n'a plus de bacheliers qui optent pour une licence LEA anglais-allemand sans avoir jamais étudié l'allemand. La réforme du bac, qui pousse les élèves à se positionner sur quelques disciplines, va les conduire à mener ce processus de réflexion sur plusieurs années.

Et du côté de l'université, qu'est-ce que cela change ?

Cela crée des obligations en matière de pédagogie. Les nouvelles générations sont capables de trouver sur Internet ce qui était enseigné en amphithéâtre autrefois. Elles exigent une pédagogie beaucoup plus dynamique, comme les classes inversées, où les étudiants mettent en pratique avec le professeur ce qu'ils ont appris avant de venir en cours.

Mais la réussite en licence n'est pas qu'une affaire de pédagogie...

En effet, il faut que l'université apprenne à mieux accueillir les jeunes. C'est une transformation profonde. Jusqu'à présent, nous nous préoccupions surtout de la qualité des enseignements et des enseignants. Il faut réfléchir à des lieux pour que les étudiants puissent travailler ensemble, faire du sport, se cultiver, prendre soin d'eux... La loi nous accompagne sur ces sujets, à travers la Contribution de vie étudiante et de campus, en nous donnant des moyens.

L'image de l'université reste dégradée, les appellations sont confuses, les rapprochements incompréhensibles, comment y remédier ?

C'est vrai que l'on a un problème de marque, notamment à Paris, et que le paysage n'est pas stabilisé. Cependant, il y a de la qualité à l'université, en particulier des contenus et des formations, et cela pour des frais de scolarité modestes. Ce n'est pas parce que vous payez cher ailleurs que vous avez un service meilleur. Si nous arrivons à personnaliser davantage les parcours, ce sera un progrès important. Il faudra nous juger dans trois ans pour décider de refaire, ou pas, une réforme. Il est temps de redonner à l'université la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre.